

# Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Profits-  
exploitation : les  
deux mamelles  
du capitalisme*

**Page 3**

*Eau  
contaminée : le  
capitalisme  
nous rend  
malades*

**Page 4**

*Rocard, un  
homme politique  
de la bourgeoisie*

**Page 6**

*Mozambique : La  
population  
victime des  
bandes rivales...  
...Et de  
l'exploitation  
capitaliste*

**Page 7**

## Continuer de faire entendre le camp des travailleurs



## Continuer de faire entendre le camp des travailleurs

Hollande a profité de l'Euro de Football pour pérorer sur « l'amour », « la joie », « le rassemblement » et « l'union nationale ». Comme si l'engouement autour des Bleus pouvait faire disparaître la colère sociale qui existe dans le pays !

Quand Hollande mouille le maillot, c'est pour faire équipe avec le patronat et attaquer les droits des travailleurs, et ça, ça ne s'oublie pas.

La loi El Khomri a fait tomber les masques. Y compris pour ceux qui avaient encore espoir en lui, le gouvernement est apparu pour ce qu'il est : un gouvernement de combat contre les exploités, un gouvernement qui les méprise et se moque de leurs problèmes.

Des centaines de milliers de salariés ont exprimé leur opposition quatre mois durant. Il y a eu des pétitions, des grèves, une douzaine de journées d'action nationales. Comment a répondu le gouvernement ? Par des mensonges et du chantage, en essayant de minimiser et de discréditer la contestation et en usant de l'intimidation et de la répression.

Pour finir, comme il était incapable de dégager une majorité à l'Assemblée, il est passé en force en recourant à l'article 49-3. Avec la loi El Khomri, le gouvernement a fait une spectaculaire démonstration de servilité vis-à-vis du patronat et de mépris envers les travailleurs.

Oui, les travailleurs ont besoin d'unité et de rassemblement, mais entre eux, sur des bases de classe. Et c'est ce que la mobilisation contre la loi Travail a commencé de faire.

Pour la première fois depuis longtemps, le monde ouvrier s'est rassemblé contre les mensonges patronaux sur la flexibilité, les prétendues difficultés de licenciement ou la compétitivité. Il s'est retrouvé dans la conscience d'avoir à lutter collectivement. Et ceux qui ont pu participer aux débrayages ou aux manifestations ont senti la force sociale des travailleurs.

Comme le gouvernement a fait adopter sa loi, certains, du côté du patronat et du gouvernement, se plaisent à dire que les manifestations et les grèves n'ont servi à rien. C'est occulter le fait que cette mobilisation a réveillé la conscience et la combativité du monde du travail.

Désormais, les travailleurs qui se battent savent que leurs revendications sont comprises et partagées. C'est un encouragement pour ceux qui n'acceptent

plus les sacrifices et qui veulent résister. C'est ce dont la classe ouvrière a besoin car le patronat et ses serviteurs politiques ne comprennent que le rapport de forces.

Au travers de cette contestation, les travailleurs ont fait de la politique. Ils doivent continuer en intervenant y compris dans les élections, en se revendiquant de leurs intérêts de classe contre le patronat et tous ses serviteurs politiques.

Du Parti socialiste au Front national en passant par les différentes nuances de la droite, tous raisonnent du point de vue patronal comme s'il n'y avait pas d'autre point de vue.

Tous font croire que la prospérité et les profits de la bourgeoisie sont de bonnes choses pour l'ensemble du pays. Ils camouflent l'exploitation et la lutte de classe. Ils cachent le fait que l'enrichissement d'une minorité provient de l'appauvrissement de la majorité.

Même Jean-Luc Mélenchon, qui se prétend à gauche du PS, ne s'en prend pas au droit du capital et à sa dictature sur la société. Il préfère faire diversion en prônant l'éventualité d'une sortie de l'Europe, ce qui ne changerait rien à rien au sort des classes populaires, comme les travailleurs britanniques sont en train d'en faire l'amère expérience.

Il n'y a donc rien à gagner au cirque électoral consistant à choisir entre ces « grands candidats ». Ils nous tromperont tous. Les travailleurs doivent se servir des élections pour affirmer la nécessité de s'en prendre aux intérêts de la classe capitaliste, à l'exploitation et à la domination des plus riches sur l'économie, sans quoi ils seront voués à subir.

Affirmer une politique de classe et les perspectives de lutte collective, se défendre et changer la société, est la raison d'être de Lutte Ouvrière et de la candidature de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle.

Voter pour faire entendre le camp des travailleurs lors des prochaines élections montrera qu'il existe un courant d'opinion se réclamant de ces idées. Cela aidera à la construction du parti qui manque aux exploités : un parti qui représente leurs intérêts matériels et politiques. Un parti qui affirme la fierté de ceux qui font tout tourner dans cette société. Un parti qui ne vise pas à prendre des responsabilités dans ce système bourgeois mais se fixe pour but de le renverser.

### Les soiffards de la Fedom

La victoire du Brexit en Angleterre était à peine annoncée que Jean-Pierre Philibert, le président de la Fedom, la Fédération des entreprises de l'outre-mer, déclarait qu'il y avait là « *une opportunité à saisir pour l'outre-mer* ».

Il voudrait que le régime général d'exemption (de cotisations sociales patronales) par catégorie, et donc le plafond des aides étatiques et européennes

soit revu à la hausse pour ces entreprises. En clair que l'argent qui ne sera pas versé aux capitalistes anglais le soit dorénavant aux capitalistes antillais et réunionnais.

Ces patrons sont de véritables vautours lorgnant sur la moindre proie pour se l'accaparer. Mais cette proie, c'est l'argent qui devrait revenir à la population laborieuse et aux plus démunis.

### Profits-exploitation : les deux mamelles du capitalisme



François Hollande et Rodolphe Saadé à Port Réunion en août 2014

Le journal Le Monde a récemment rapporté que le 11 mai 2016, Rodolphe Saadé a reçu au Grand Palais de Paris plusieurs centaines d'invités triés sur le volet. Ils s'étaient retrouvés pour l'exposition Monumenta, en présence de François Hollande et de son ministre du commerce, Alain Vidalies.

Rodolphe Saadé est le principal actionnaire du groupe de transport maritime CMA-CGM. Il s'apprête à mettre sur table 4,7 milliards d'euros pour racheter le groupe NOL-APL, leader du transport maritime dans le sud-est asiatique, et ceci dans la

perspective de hisser son groupe parmi les quatre premiers armateurs mondiaux. Il est conseillé dans ces tractations par Jean-Marie Messier, ex banquier de la banque Lazard... qui avait fait plonger Vivendi en 1999 !

Pour cette opération, Saadé a besoin de réaliser des économies à hauteur de 500 millions d'euros qu'il a l'intention de faire payer aux travailleurs de son groupe. Des augmentations de cadence sur les bateaux et dans les ports, des suppressions d'emplois sont donc en perspective.

Saadé n'est pas un inconnu à La Réunion. C'est lui qui avait déclaré en présence de Hollande, du préfet et du maire du Port, que La Réunion deviendrait son « *hub maritime dans l'océan indien* ».

Aujourd'hui ce capitaliste annonce la couleur : il compte faire exploser le chiffre d'affaire et les bénéfices de son groupe en surexploitant marins et dockers. Adulé par certains, y compris par des syndicalistes qui attendent de lui qu'il crée des emplois, Saadé montre à tous ce qu'est la réalité du capitalisme : exploiter le plus grand nombre pour les profits d'une infime minorité.

### Le pouvoir, impuissant devant la montée du chômage, s'en prend aux chômeurs

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A aurait baissé de 0,1% en juin à La Réunion pour s'établir à 134390 personnes. Cependant le nombre total des chômeurs en catégories 1, 2 et 3 augmente lui du même pourcentage. Avec ces milliers d'emplois aidés, la

politique du gouvernement n'a donc absolument pas convaincu les patrons d'embaucher.

Les quelques 4000 « Contrats d'Avenir » attribués il y a trois ans aux jeunes de 18 à 25 ans sans qualification vont prendre fin dans deux mois. Ils ne seront pas reconduits et le nombre de chômeurs va immanquablement repartir à la hausse,



et par voie de conséquence celui des bénéficiaires du RSA.

Face à ces dépenses supplémentaires, les présidents de droite des conseils départementaux du Nord de la France et d'Alsace ont annoncé qu'ils pourraient réduire le montant du RSA. Ils ont aussi commencé à convoquer ceux qui le touchent pour les obliger à chercher activement du travail... dans

ces régions à l'emploi sinistré. Le but non avoué est de faire des victimes du système les responsables de leur malheur et de disculper ainsi les licenciés.

Un tel scénario peut s'appliquer à La Réunion. Les chômeurs doivent donc se préparer à réclamer leur dû : un travail permanent ou à défaut le maintien de leurs allocations.

## Eau contaminée : le capitalisme nous rend malades



Une étude récente de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) sur la qualité de l'eau à La Réunion a fait ressortir que « 57 % des abonnés sont alimentés par des eaux subissant un traitement de

*potabilisation insuffisant, dont 5% par des réseaux considérés comme à risque microbiologique élevé »* avec pour conséquence que « *Trop de germes pathogènes restent présents dans l'eau et qu'il y a trois fois plus de gastro-entérites à La Réunion qu'en métropole* ».

Le préfet et le directeur de l'ARS ont annoncé que l'État, la Région et l'Europe allaient enfin mettre à disposition des communes 100 millions d'euros pour construire partout des unités de potabilisation. Ils ont cependant ajouté que cette somme ne suffirait sans doute pas à équiper toutes les communes et que celles-ci seraient amenées à programmer des augmentations tarifaires.

L'idée de mettre à contribution les compagnies comme Veolia ou la Cise n'a pas effleuré la conscience de ces messieurs. Ce sont pourtant elles qui ramassent la mise dans le commerce de l'eau. Leurs dirigeants ont bien pris soin de signer des contrats favorisant leurs seuls intérêts, et cela avec la complicité des maires qui les exonèrent de toute obligation d'entretenir les réseaux d'adduction et d'investir dans le traitement de l'eau. Ces tâches ont été confiées aux collectivités.

Les profits pour les capitalistes, la note à payer pour les usagers. La coupe est pleine !

## Banques : plus de profits au détriment de l'emploi

Selon l'IEDOM, les banques réunionnaises ne connaissent pas la crise. Les quatre plus grandes (Crédit agricole, BFC, BNP et BR) ont empoché 85,6 millions d'euros de bénéfices net en 2015, en augmentation par rapport à 2014. Cela équivaut à 4532 années de Smic, cotisations sociales comprises. Le Crédit agricole rafle à lui seul 50 % de cette somme.

Comme ces banques ont réalisé ces millions de profits à chiffre d'affaire égal, il faut donc aller chercher l'explication de cette augmentation de leurs bénéfices ailleurs. Et pas bien loin puisque leurs dirigeants reconnaissent qu'ils ont tout simplement supprimé des dizaines d'emplois et plusieurs agences pour parvenir à ce résultat... au détriment des salariés et de leurs clients.

## **Zistis makro !**

Apavou, un capitaliste sévissant dans l'immobilier (3000 logements en sa possession) et l'hôtellerie, est à la tête d'un capital de 500 millions d'euros. Bien que sa fortune soit plus que conséquente, il n'a toujours pas réglé les cotisations de ses 330 salariés à la Sécurité sociale. Il doit encore six millions d'euros à cet organisme et plusieurs centaines de milliers d'euros à la Caisse Réunionnaise de Retraite. Apavou repassait fin juin pour la énième fois devant le tribunal de commerce de Saint-Denis. Les juges lui ont encore octroyé un

délai de quatre mois pour régler ses dettes. Ils n'ont même pas placé ses sociétés en redressement judiciaire, contre l'avis même du procureur.

À la même période, un sans domicile fixe passait en comparution immédiate pour vol de canettes de bière dans un magasin d'alimentation de Saint-Pierre. Le tribunal l'a condamné à huit mois de prison ferme.

Vous avez dit justice de classe ?

## **L'argent public doit servir aux services publics**



La motion des parents pour le retrait de la réforme des collèges a été rejetée par le gouvernement et la loi entrera donc en vigueur à la rentrée.

Les associations de parents d'élèves comme les équipes éducatives affirment que si l'amélioration de la formation des jeunes doit être une priorité elle ne pourra pas se faire sans moyens comme le gouvernement l'impose.

C'est dès l'école primaire que l'enfant doit être pris en charge avec les moyens nécessaires, moyens qui manquent terriblement.

Aujourd'hui la priorité n'est pas donnée au développement des enfants. Malgré les réformes successives, les objectifs de permettre aux enfants des classes populaires de réussir dans leurs études et de leur donner une plus grande ouverture sur le monde sont rarement atteints. Ces élèves arrivent souvent au collège avec de grandes difficultés de lecture. Certains même se déscolarisent avant l'âge légal de 16 ans.

La question qui est posée est bien celle des choix sociaux et des moyens que l'État met pour donner éducation, connaissances et goût de l'étude à tous les élèves.

Les fermetures de classes se généralisent même dans les zones d'éducation prioritaire (une dizaine au Port), les jeunes de lycée se retrouvent à 35 dans les classes alors qu'il faudrait travailler en petits groupes.

Les parents d'élèves et les équipes éducatives ont raison d'alerter sur la situation de l'école. C'est toute la société qui en pâtit. Ceux qui en ont conscience savent qu'il faudra des luttes d'ensemble pour faire échec aux fermetures de classes programmées, aux réductions d'effectif et aux réformes bidon du gouvernement.

## **Le Port : des jeunes travailleurs sans foyer**

Le foyer des jeunes travailleurs de la ville du Port est sur le point de fermer. Les locataires ont reçu il y a quelques semaines un courrier du maire

de la ville qui leur demande de quitter les lieux sans délai, l'association qui gère jusqu'à maintenant le

foyer n'était plus « en mesure d'assurer l'entretien et la sécurité » de leurs logements.

Cela fait un mois que les cinq salariés de l'association en charge de l'entretien et du gardiennage ont été licenciés. Depuis lors, les résidents s'étaient organisés pour effectuer eux-mêmes un minimum de nettoyage des locaux et pour veiller à leur sécurité.

Mais cette situation non viable à long terme a poussé déjà plusieurs jeunes travailleurs à quitter le foyer pour retourner dans leur famille ou pour tenter de trouver autre logement, plus cher le plus souvent.

Ce foyer, qui avait été rénové il y a environ trois ans, accueillait des jeunes travailleurs, des stagiaires ou encore des étudiants de l'école des Beaux-Arts de

la ville. Pour tous ces jeunes qui ont de faibles revenus et qui sont parfois en situation précaire le foyer, à loyer modéré, offrait une véritable chance de prendre un emploi ou de poursuivre des études.

En prenant la décision de fermer cet établissement la municipalité du Port prive donc de fait des dizaines de jeunes issus des classes populaires de la possibilité de se loger à un coût raisonnable et certains d'entre eux de la possibilité de décrocher un emploi ou une formation.

Pourtant le maire de la ville Olivier Hoarau, avait déclaré un an après son élection qu'il allait « *faire mieux avec moins pour les associations* ».

Les locataires du foyer, eux, n'ont vu que le « moins »!

## Rocard, un homme politique de la bourgeoisie

Le décès de Rocard, qui fut entre autre Premier ministre de Mitterrand, a été l'occasion pour des ténors de la gauche, et y compris de la droite, d'encenser un des leurs. Formé par l'ENA dans la même promotion que Chirac, Rocard se distingua pendant le conflit algérien en militant contre cette sale guerre. Il était alors à la tête du Parti socialiste unifié, le PSU, un parti qui s'opposait au Parti socialiste de Guy Mollet qui, s'étant fait élire sur un programme de paix, accentua la guerre en rappelant plusieurs classes du contingent. Face à un Parti socialiste déconsidéré, voire en décomposition, Rocard voulait reconstruire la gauche, mais toujours une gauche réformatrice, c'est-à-dire une gauche qui ne s'en prenne pas au fondement du régime capitaliste.

Quelques années plus tard, lors de la grève générale de mai-juin 1968, Rocard porté par l'air du temps s'afficha dans les manifestations aux côtés des leaders étudiants en révolte contre le pouvoir gaulliste. Mais toujours foncièrement réformatrice, il n'eut aucun mal à rejoindre quelques années plus tard le nouveau Parti socialiste, dont Mitterrand avait pris la tête, en utilisant pour parvenir à ses fins l'influence du Parti communiste au sein de l'Union de la Gauche.

Malgré sa rivalité avec Mitterrand, Rocard, à défaut de pouvoir se hisser au poste suprême de l'État bourgeois a été choisi par son rival pour être Premier ministre, une façon pour Mitterrand de lui manifester son entière confiance pour gérer les affaires de la bourgeoisie.

À ce titre, Rocard fut à l'origine du RMI (en 1988) et de la CSG (en 1990). La CSG a permis au gouvernement de mettre encore plus à contribution les travailleurs pour financer leur assurance maladie et le RMI a été instauré par le Parti socialiste pour préserver la paix sociale dans une période où le grand patronat licencierait par dizaines de milliers les ouvriers dans les mines, l'automobile et la sidérurgie.

Rocard fut aussi à l'origine du Livre Blanc sur les retraites (en 1991), ouvrage qui servira à tous les gouvernements de droite et de gauche pour reculer sans cesse l'âge du départ à la retraite et en diminuer son montant.

Rocard aimait à se présenter comme un socialiste « ouvert ». Ouvert il fut, mais surtout sur sa droite puisqu'il écrivit dernièrement un ouvrage à quatre mains avec Juppé, cet homme bien de droite qui s'illustra en 1995 par son plan éponyme d'attaques contre les retraites et la Sécurité sociale, ce qui déclencha en retour une grève générale dans les entreprises publiques.

## Rocard et La Réunion

La presse a rappelé qu'à l'occasion de la révolte du Chaudron de 1991, Rocard s'était illustré par ses propos méprisants à l'égard de la population pauvre de ce quartier. Il avait en effet déclaré qu'« *il n'était*

*pas le Père Noël* ». Une sortie qui ressemble à s'y méprendre à celle d'un Macron qui, confronté à des manifestants ouvriers, leur avait répondu que « *pour se payer un costard il faut se lever tôt* ».

Créateur du RMI, Rocard n'était pas partisan de l'étendre à La Réunion au prétexte que les conditions locales étaient trop différentes de la métropole. À l'époque il faut rappeler que le SMIC réunionnais était encore inférieur de 20 % à celui de France. Le RMI national aurait donc pu concurrencer le SMIC

comme source de revenu, ce que refusait le gouvernement.

Avec la disparition de Rocard, les travailleurs ne perdent donc pas un ami. Tous ceux qui le pleurent et affichent leur admiration pour le personnage qu'il était sont, comme lui, dans le camp du patronat.

## DANS LE MONDE

---

### Mozambique

#### La population victime des bandes rivales...

Au Mozambique, depuis plusieurs mois, le Renamo le principal parti d'opposition a repris les armes contre le Frelimo au pouvoir. Les attaques sporadiques notamment perpétrées sur les routes des grandes villes, en particulier dans le centre du pays et dans la capitale Maputo, ont déjà fait de nombreuses victimes. De leur côté, les forces gouvernementales qui agissent en représailles n'épargnent pas les populations civiles qui payent pour des conflits fratricides entre deux cliques qui se disputent le pouvoir depuis 40 ans.

Le Mozambique qui se situe à un peu moins de 2500 kilomètres de La Réunion est une ancienne colonie portugaise, devenue indépendante en 1976. Depuis cette date, ce pays parmi les plus pauvres de la planète, a sombré dans une guerre civile qui a duré jusqu'en 1992. Alimentée par les deux partis belligérants le Remano et le Frélimo, cette guerre a fait au moins un million de morts et détruit les infrastructures que le pays peine à reconstruire, surtout celles utiles à la population comme les écoles ou les hôpitaux.

Depuis 2013, le Mozambique vit à nouveau une période d'instabilité et de terreur qui plonge les populations pauvres dans le chaos, accentuant une misère déjà extrême. Ces tensions suscitent quelques réactions de la part d'une petite fraction de la population qui manifeste de temps à autre dans la capitale, lasse d'être prise en tenaille entre deux partis qui poussent les plus pauvres à abandonner leurs habitations ou pire à se réfugier au Malawi voisin pour fuir les violences. Selon le Haut-Commissariat des nations unies pour les réfugiés, plus de 11 000 personnes ont, depuis trois ans, trouvé refuge dans ce pays frontalier.

La population mozambicaine n'a bien sûr rien à attendre de l'affrontement entre deux bandes rivales qui se disputent le pouvoir, l'une pour y accéder,

l'autre en s'y accrochant. Leurs objectifs à toutes deux est le même : être en situation de percevoir les quelques miettes tombées de la table des multinationales qui exploitent le pays.

#### ... et de l'exploitation capitaliste

De grands groupes capitalistes, au premier rang desquels des multinationales canadiennes et brésiliennes, se sont jetés sur le Mozambique, pour piller les ressources minières comme le charbon ou le gaz et exploiter les travailleurs mozambicains pour des salaires de misère.

Le géant brésilien Vale, spécialisé dans l'extraction du charbon, vient d'achever une ligne de chemin de fer de 912 kilomètres qui va lui permettre à terme de quadrupler sa capacité d'exportation et multiplier par là-même les profits du groupe. Mais non content d'empocher des fortunes Vale a « *décidé que la part de rémunération variable pour 2015 n'avait pas de raison d'être payée à un travailleur de Vale dans le monde entier...* ». L'arrogance du patron s'est heurtée à la réaction des 1400 ouvriers de la mine de Moatize qui, en février dernier, ont fait grève pendant cinq jours contre la baisse de leurs salaires. Ils ont dû affronter les forces répressives envoyées pour « libérer » la mine bloquée par les grévistes.

Ce même Vale a dû également affronter les manifestations des habitants délogés lors de l'installation de la mine et qui s'exaspèrent des promesses non tenues concernant un raccordement de leurs nouvelles habitations à l'eau courante et la construction d'écoles.

Les capitalistes français, bien que se classant (en 2014), au 8ème rang des clients et au 11ème rang des fournisseurs, ne font pas pour autant pâle figure. Parmi ceux qui sont implantés au



Mozambique se trouvent les groupes, et pas les moindres, Suez, SDV (Bolloré), Alstom, Tereos, Total, Air liquide, groupe Océinde (La Réunion), CMA-CGM, Fibres (La Réunion). Ils sont présents dans toutes les rencontres et autres foires internationales organisées dans la capitale Maputo. S'y pavanent également les patrons de La Réunion, comme ce directeur de Seanergy, une société spécialisée dans les travaux maritimes, qui a finalisé l'implantation à Maputo d'une succursale de son entreprise basée à Saint-Paul.

L'exploitation de toutes les richesses du pays ne se fait pas au profit de la population mais uniquement au profit de groupes capitalistes qui s'enrichissent à tour de bras et de notables locaux qui les servent. Le Mozambique est vanté pour son taux de croissance qui atteindrait les 7 % annuels. Un tel taux a de quoi ravir les exploités et rien qu'eux ; la population, dont l'espérance de vie est de 55 ans, étant totalement tenue à l'écart.

## Usa : racisme d'État et tueries

Jeudi 5 juillet, Micah Johnson, un Noir, ancien soldat américain ayant combattu en Afghanistan en 2013 et 2014, ne supportant plus que des dizaines de Noirs comme lui soient abattus impunément par les policiers blancs a fait feu sur des policiers blancs à Dallas tuant 5 d'entre eux et en blessant 7 autres.

Ces derniers jours, deux jeunes Noirs avaient été abattus par la police : l'un au moment de son arrestation, alors qu'il était plaqué au sol, et l'autre sous les yeux de sa compagne lors d'un contrôle routier. Les vidéos de ces deux assassinats, qui ont fait rapidement le tour du Net, ont alimenté la colère.

La fusillade de Dallas est intervenue à l'occasion d'une des manifestations de protestation contre ces crimes qui se sont déroulées dans plusieurs villes des États Unis.

Le racisme institutionnel né de l'esclavage gangrène l'appareil d'État. Les hommes politiques font consciemment le choix de discriminer les Noirs plus qu'aucune autre partie de la population pauvre.

Les gouvernements successifs et ceux qui contrôlent l'économie ont tous mené une politique qui à la fois maintient un fort taux de chômage permanent et criminalise la population noire.

Tout jeune Noir se retrouve avec une cible dans le dos, le nombre exact de tués par la police n'est même pas connu mais évalué à 300 par an !

Dans les années 60 et 70 les luttes menées par la population noire pour l'égalité en matière notamment d'emploi, d'éducation et de logement avaient montré ce que la lutte collective peut imposer. C'est en renouant avec ces combats que la population noire, en gagnant de surcroît la sympathie et la solidarité des autres exploités de ce système inique, fera changer le rapport de forces en leur faveur.



Manifestation contre les violences policières aux États Unis

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 17 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT**  
**SAMEDI 23 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ**  
**VENDREDI 12 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE**  
**SAMEDI 13 AOÛT de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 21 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**Pour nous contacter :**

**Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT**

**e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)**